

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau - ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 18 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MESSER FRANCE SAS

Avenue Paul Girod

73400 Ugine

Référence : 20260129-RAP-inspection-TAR-vs.odt

Code AIOT : 0010700307

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement MESSER FRANCE SAS implanté Avenue Paul Girod 73400 Ugine. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESSER FRANCE SAS
- Avenue Paul Girod 73400 Ugine
- Code AIOT : 0010700307
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société MESSER est implantée sur la commune d'Ugine. Elle fabrique et fournit des gaz industriels à la société UGITECH voisine et notamment :

- de l'air comprimé ;
- de l'oxygène pour les fours, la décarburation de l'acier, et l'oxycoupage ;
- de l'azote et de l'argon pour l'inertage et l'AOD.

Le site est implanté dans l'emprise de l'usine UGITECH, en bordure de l'Arly.

L'unité de production est basée sur le principe de la distillation fractionnée de l'air pour produire de l'azote, de l'oxygène et de l'argon.

Thèmes de l'inspection :

- Prévention du risque légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	AMR – Actions correctives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan d'entretien – justification	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
2	Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
3	Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
5	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
6	Plan d'entretien – Présence	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
9	Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29
10	Surveillance de la qualité d'eau d'appoint	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
11	Nettoyage préventif des installations	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
12	Nettoyage du dévésiculeur	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12
13	Procédure > 1 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2
14	Procédure > 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
15	Procédure Flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3
16	Analyse légionelle de l'eau	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités que l'exploitant devra lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;• les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;• les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de liste nominative des personnes en charge de l'exploitation de la tour aéroréfrigérante. Toutefois, l'exploitant a été en mesure de présenter les attestations des personnes formées sur l'exploitation de l'installation (Directeur site, technicien exploitation et un autre technicien). Ces personnes ont été formées le 25 juin 2024.</p> <p>L'exploitant a présenté son logiciel de suivi des habilitations/formation montrant que les formations légionelles sont valables jusqu'au 25 juin 2029.</p>

Les attestations de formation détaillent le contenu de la formation conforme à celui indiqué à l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

Un alternant exploitation et un technicien récemment arrivé n'ont pas été formés au sujet légionelles, mais doivent l'être prochainement. L'exploitant a indiqué que ces deux personnes ne sont donc pas autorisées à intervenir sur l'installation de refroidissement.

Par ailleurs, l'exploitant a été en mesure de présenter l'attestation de formation de la personne de Véolia en charge du suivi de la tour aéroréfrigérante, dont le prélèvement d'eau pour l'analyse en *Legionella pneumophila*. Cette personne est formée au prélèvement.

Observation : L'inspection demande à l'exploitant de formaliser une liste des personnes autorisées à intervenir sur la tour aéroréfrigérante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation de l'analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Constats :

L'exploitant dispose d'une Analyse méthodique des risques. La dernière révision date du 2 décembre 2025. Le document est donc à jour.

L'exploitant a présenté un mail du 15 janvier 2026 de Véolia, prestataire en charge notamment du traitement de l'eau, indiquant que les produits de traitement vont être changés (remplacement de produits Hydrex par produits CSM). Toutefois le mail de Véolia indique que les produits remplaçant les anciens produits ont les mêmes fonctions. Selon ces éléments, ce changement ne relève pas d'un changement de stratégie de traitement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Prise en compte de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;• les points critiques liés à la conception de l'installation ;• les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;• les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article. Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.
Constats : L'analyse méthodique des risques de l'exploitant présente un schéma de l'installation, des différents traitements appliqués et des différents équipements utilisés pour suivre la qualité de l'eau. L'installation est relativement simple, l'eau de refroidissement part du bac de la tour vers les différents équipements à refroidir et l'eau revient en un seul tuyau vers les rampes d'aspersion. Le circuit dispose de deux pompes (une en secours de l'autre). L'exploitant a indiqué que dans les équipements la circulation de l'eau est continue et toujours à la même vitesse. Le lieu de prélèvement de l'eau du circuit pour la mesure en légionelles est indiqué sur le schéma : il est situé en amont de la rampe de dispersion. Ce point de prélèvement est hors de l'influence de l'eau d'appoint. Une photo dans l'AMR montre où il se trouve sur le terrain. Lors de la visite du site, l'inspection a bien constaté que le point de prélèvement est en amont des rampes d'aspersion. En annexe de l'AMR, se trouve l'analyse de risque classé par thématique : <ul style="list-style-type: none">- conception,- maintenance,- exploitation,- traitement de l'eau- relevés contrôle

Cette AMR aborde les sujets de la maîtrise de la qualité de l'eau d'appoint (points M1 à M7), la gestion hydraulique et les bras morts de fonctionnement (point Exp 9).

Sur les configurations hydrauliques, l'inspection note qu'il n'est pas prévu de fonctionnement intermittent, saisonnier de l'installation de refroidissement.

Concernant les risques de bras morts de fonctionnement, l'inspection et l'exploitant ont échangé sur ce point. L'exploitant a indiqué qu'il n'identifiait aucun risque à ce sujet. En situation de maintenance d'un équipement refroidi par la tour aéroréfrigérante, l'eau continue de circuler si le circuit d'eau refroidissement n'est pas concerné par la maintenance. Dans le cas contraire,, l'eau est vidangée, évitant ainsi tout risque de bras mort.

Sur l'eau d'appoint, l'exploitant indique que l'eau provient en premier lieu du Nant Blanc et qu'il peut y avoir une bascule avec une arrivée par l'Arly. L'exploitant précise qu'il est approvisionné en eau par UGITECH et qu'il ne maîtrise pas le changement de l'eau d'appoint. Les deux appoints passent par les mêmes systèmes de traitement et de suivi. L'inspection note que l'AMR traite de ce changement d'eau d'appoint (p17) :

« Plan de surveillance identique car les caractéristiques physico-chimiques de l'eau sont sensiblement identiques. Eau plus chargée [eau de l'ARLY] en MES mais présence de la filtration sur sable sur l'appoint. »

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse méthodique des risques (AMR) – Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a														
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles														
Prescription contrôlée : La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.														
Constats : La révision de l'AMR conduit à identifier 5 écarts : 4 avec un niveau de criticité 1 et un avec un niveau de criticité 3. L'AMR fixe les mesures correctives suivantes :														
<table><tr><th>A COURT TERME :</th><th>REFERENCE DE L'AMR (EN ANNEXE)</th></tr><tr><td>Stabiliser la concentration en chlore libre en circuit dans la plage visée :<ul style="list-style-type: none">- Nettoyer régulièrement le CL17 afin que la mesure du chlore libre puisse se faire correctement.- Maintenir un niveau de sel correct dans le bac à sel de l'électrolyseur.- Veiller à ce que le TESTOMAT affiche toujours "<0,45°F"</td><td>RC13</td></tr><tr><td>Stabiliser la conductivité en circuit dans la plage visée, ce qui passe par une réduction des pertes en eau autres que la purge de déconcentration.</td><td>RC13</td></tr><tr><td>Prévoir la réalisation mensuelle de mesure d'ATP en circuit par VEOLIA.</td><td>RC9</td></tr><tr><td>Dans le plan d'entretien, préciser l'opération de nettoyage et désinfection du filtre à sable en mentionnant le produit et le dosage appliqué. A prévoir lors du prochain arrêt annuel. Tracer toutes les opérations sur le filtre à sable, les désinfections avant et après nettoyage annuel de la TAR dans le tableau de bord ou autre support.</td><td>EXP11 EXP14</td></tr><tr><td>Prévoir une liste de tous les intervenants sur l'installation (MESSER, VEOLIA) et s'assurer qu'ils disposent d'une attestation de formation de moins de 5 ans</td><td>EXP15</td></tr><tr><td>Prévoir la remise en état du dévésiculeur sur la TAR – intervention planifiée lors du prochain arrêt annuel d'août 2026</td><td>C18</td></tr></table>	A COURT TERME :	REFERENCE DE L'AMR (EN ANNEXE)	Stabiliser la concentration en chlore libre en circuit dans la plage visée : <ul style="list-style-type: none">- Nettoyer régulièrement le CL17 afin que la mesure du chlore libre puisse se faire correctement.- Maintenir un niveau de sel correct dans le bac à sel de l'électrolyseur.- Veiller à ce que le TESTOMAT affiche toujours "<0,45°F"	RC13	Stabiliser la conductivité en circuit dans la plage visée, ce qui passe par une réduction des pertes en eau autres que la purge de déconcentration.	RC13	Prévoir la réalisation mensuelle de mesure d'ATP en circuit par VEOLIA.	RC9	Dans le plan d'entretien, préciser l'opération de nettoyage et désinfection du filtre à sable en mentionnant le produit et le dosage appliqué. A prévoir lors du prochain arrêt annuel. Tracer toutes les opérations sur le filtre à sable, les désinfections avant et après nettoyage annuel de la TAR dans le tableau de bord ou autre support.	EXP11 EXP14	Prévoir une liste de tous les intervenants sur l'installation (MESSER, VEOLIA) et s'assurer qu'ils disposent d'une attestation de formation de moins de 5 ans	EXP15	Prévoir la remise en état du dévésiculeur sur la TAR – intervention planifiée lors du prochain arrêt annuel d'août 2026	C18
A COURT TERME :	REFERENCE DE L'AMR (EN ANNEXE)													
Stabiliser la concentration en chlore libre en circuit dans la plage visée : <ul style="list-style-type: none">- Nettoyer régulièrement le CL17 afin que la mesure du chlore libre puisse se faire correctement.- Maintenir un niveau de sel correct dans le bac à sel de l'électrolyseur.- Veiller à ce que le TESTOMAT affiche toujours "<0,45°F"	RC13													
Stabiliser la conductivité en circuit dans la plage visée, ce qui passe par une réduction des pertes en eau autres que la purge de déconcentration.	RC13													
Prévoir la réalisation mensuelle de mesure d'ATP en circuit par VEOLIA.	RC9													
Dans le plan d'entretien, préciser l'opération de nettoyage et désinfection du filtre à sable en mentionnant le produit et le dosage appliqué. A prévoir lors du prochain arrêt annuel. Tracer toutes les opérations sur le filtre à sable, les désinfections avant et après nettoyage annuel de la TAR dans le tableau de bord ou autre support.	EXP11 EXP14													
Prévoir une liste de tous les intervenants sur l'installation (MESSER, VEOLIA) et s'assurer qu'ils disposent d'une attestation de formation de moins de 5 ans	EXP15													
Prévoir la remise en état du dévésiculeur sur la TAR – intervention planifiée lors du prochain arrêt annuel d'août 2026	C18													
Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le dernier point relatif à la remise en état du dévésiculeur est bien identifié. Le dévésiculeur est déjà fabriqué (pas installé en 2025 en raison d'un retard de fabrication), comme le packing qui doit être remplacé (vu les morceaux du packing sur site).														
En revanche, l'exploitant n'a pas défini de plan d'action (acteur concerné et date limite de mise en place) pour la mise en œuvre des actions correctives.														
Non-conformité n°1 : Contrairement à l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, l'exploitant n'a pas planifié la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans l'AMR. L'exploitant devra présenter le calendrier de mise en œuvre de ces actions correctives en indiquant les personnes en charge de ces actions.														
Type de suites proposées : Avec suites														
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant														
Proposition de délais : 2 mois														

N° 5 : Procédures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :<ul style="list-style-type: none">- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;- autres cas de figure propre à l'installation. Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.
Constats : L'exploitant dispose uniquement d'une procédure d'arrêt total de la TAR, vidange et nettoyage (ref : 04.09.PROC.1136). Cet arrêt intervient une fois par an pendant un jour (jour de la coupure électrique de l'usine). Le reste du temps, le fonctionnement de l'installation est continu, sans variation de débit. En situation de maintenance d'une partie du circuit, l'exploitant a précisé que cette dernière est vidangée ne créant pas de bras mort.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Sur la base de l'AMR sont définis : [...] - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...] Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.
Constats : L'AMR décrit les produits de traitement mis en œuvre, les modes d'injection et les consignes de traitement : <ul style="list-style-type: none">• acide sulfurique pour la régulation de pH• hydrex 2027 qui est un dispersant de matières organiques• hydrex 2242 qui est un anti-tartre• hydrex 2211 et 3140 qui sont des inhibiteurs de corrosion• OSG HYDREX Mix Oxydant qui est un biocide oxydant• hydrex 7611 qui est un biocide non-oxydant injecté en cas de contamination en légionelles. L'inspection note qu'en dehors de l'hydrex 7611, les injections de produits sont asservies sur l'injection d'eau d'appoint et sur la teneur en chlore libre pour le biocide oxydant. L'AMR cite également le traitement par filtre à sable sur l'appoint. L'exploitant dispose d'une procédure décrivant les opérations d'entretien préventif présentant le schéma de l'installation avec les différents traitements et les asservissements associés, un tableau des consignes sur les paramètres suivis et les actions à mettre en œuvre en cas de dérive et les opérations à mettre en œuvre en cas d'arrêt annuel. Observation : L'inspection note que le traitement choc en biocide non-oxydant est cité dans l'AMR en cas de contamination en légionelles. Toutefois, dans les procédures de gestion de dépassement de seuil, ce traitement BNO n'est cité qu'en cas de dépassements récurrents en légionelles, pas en cas d'un premier dépassement du seuil de 1 000 UFC/L. L'inspection demande à l'exploitant de discuter avec son traiteur d'eau pour voir si ce choix est cohérent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'entretien – justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible. Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche mentionnant les produits de décomposition des produits de traitement. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 26.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de fiche mentionnant les produits de décomposition des produits de traitement. L'exploitant devra produire cette fiche et ajouter le suivi des produits de décomposition des produits de traitement dans son suivi des rejets aqueux. Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter la FDS d'un produit du site, l'hydrex 2027. L'exploitant a été en mesure de présenter la FDS du produit datée du 25 juillet 2014, en version papier. Observation : L'exploitant s'assurera que les FDS des produits utilisés est à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de surveillance indiquant les paramètres suivis, les fréquences de suivi, les responsables du suivi, les valeurs cibles et les actions à conduire en cas de dérive. Pour les actions effectuées par Véolia, l'exploitant a indiqué qu'il reçoit un rapport mensuel de son prestataire avec ses relevés, les actions effectuées et les recommandations à destination de l'exploitant. L'exploitant a présenté en inspection le rapport VEOLIA du 21 janvier 2026. En revanche, pour les actions effectuées par l'exploitant, il n'a pas été en mesure de justifier la traçabilité du suivi. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 26.I.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer le suivi exhaustif réalisé dans le cadre de son plan de surveillance. L'exploitant devra mettre en place un outil (main courante, fiches de contrôle, tableau...) pour tracer le suivi qui relève de son périmètre et défini dans le plan de surveillance. Il transmettra un justificatif de la mise en place de cet outil.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : <p>Si le volume prélevé est supérieur à 10 000 m³/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0. en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé de manière hebdomadaire si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, de manière mensuelle si ce débit est inférieur.</p> <p>Ces résultats sont portés sur le carnet de suivi de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être pollué.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18.</p>
Constats : <p>L'exploitant dispose d'un compteur d'eau d'appoint qui remonte automatiquement le relevé journalier de la consommation d'eau.</p> <p>Comme précisé précédemment, l'eau d'appoint est fournie par UGITECH.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance de la qualité d'eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. Matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué qu'une mesure de la qualité de l'eau d'appoint est réalisée au moins une fois tous les six mois. La dernière mesure date du 29 décembre 2025. L'analyse est conforme (concentration en légionelle inférieure à 100 UFC/L et concentration en MES inférieure à 2 mg/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Nettoyage préventif des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.
Constats : Un nettoyage annuel est réalisé par la société NOVALAIR. L'exploitant a présenté l'attestation de nettoyage et le rapport datés du 16 septembre 2025, pour un nettoyage réalisé le 9 août 2025. Le nettoyage indique que le packing et le dévésiculeur sont dans des états moyens. L'exploitant a précisé que des pièces de rechange ont déjà été commandées (vues en partie sur site).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Nettoyage du dévésiculeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet. Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation. [...] article 26.I.2 Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant s'assure auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
Constats : L'exploitant dispose d'un dévésiculeur (vu photo sur le rapport de Novalair).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure > 1 000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté. b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

c) Dans tous les cas, l'exploitant tient les résultats des mesures et des analyses de risques effectuées à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dépassements sont consignés dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa procédure de dépassement des seuils en légionelles et présence de flore interférente. Cette procédure est datée d'avril 2019.

Pour le dépassement du seuil de 1 000 UFC/L, l'inspection note notamment que la procédure prévoit l'injection de biodispersant puis l'injection de biocide, qui constitue la première action curative. Puis la procédure prévoit la réalisation d'une nouvelle mesure dans un délai de 48h à une semaine.

La procédure détaille également les mesures à prendre en cas de dépassements multiples du seuil de 1 000 UFC/L. L'inspection note notamment que l'injection de biocide non-oxydant est prévue en cas de trois dépassements du seuil de 1000 UFC/L.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (version 2020) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau". Ce document précise : <ul style="list-style-type: none">- les coordonnées de l'installation ;- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;- la date du prélèvement ;- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion. Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ; [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa procédure de dépassement des seuils en légionelles et présence de flore interférente. Cette procédure est datée d'avril 2019. Cette procédure prévoit l'arrêt immédiat de l'installation de refroidissement. Cette procédure prévoit comme action curative la vidange et la désinfection de la tour aéroréfrigérante. La procédure prévoit également l'alerte de l'inspection des installations classées avec le message dédié. Les premières actions correspondent bien à celles décrites dans l'arrêté ministériel. Observation : Dans la procédure, l'exploitant n'identifie pas les conditions lui permettant le redémarrage de l'installation de refroidissement. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité pour l'exploitant de définir, en amont de toute situation de crise, ses critères pour autoriser le redémarrage de son installation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Procédure Flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : 3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit. b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives. c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté sa procédure de dépassement des seuils en légionelles et présence de flore interférente. Cette procédure est datée d'avril 2019. Cette procédure est conforme à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Analyse légionnelle de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque légionelles
Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation. Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (version 2020) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species

supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.

Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :

- coordonnées de l'installation ;
- date, heure de prélèvement, température de l'eau ;
- date et heure de réception de l'échantillon ;
- date et heure de début de l'analyse.
- nom du préleveur ;
- référence et localisation des points de prélèvement ;
- aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;
- pH, conductivité et turbidité de l'eau mesurés au lieu du prélèvement ;
- nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;
- date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés.

Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.

L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :

- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;
- le résultat provisoire confirmés ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de *Legionella pneumophila* en raison de la présence d'une flore interférente.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses supplémentaires, y compris en déclenchant un contrôle de façon inopinée, ainsi que l'identification génomique des souches prélevées dans l'installation par le Centre national de référence des légionelles (CNR de Lyon).

Constats :

L'exploitant a transmis mensuellement sur 2025 ses analyses de légionelles dans l'eau.

Sur décembre 2025, le prélèvement a été fait le 29/12/2025 à 09h55 et l'échantillon a été réceptionné le même jour à 20h31 par le laboratoire.

Le prélèvement a été réalisé par la personne de VEOLIA intervenant sur le site une fois par mois. L'exploitant a été en mesure de présenter son attestation de formation.

L'analyse a été réalisée par CARSO sous accréditation COFRAC. L'analyse est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite